

Le SOS des chrétiens du Kenya

TERRORISME Le président kényan a décrété hier trois jours de deuil national. Après le massacre de l'université de Garissa (148 morts), une grande frayeur s'est emparée des chrétiens du pays

KAREN LAJON

La peur. Absolue et totale. « La situation est vraiment très préoccupante, explique Silas Yego, évêque de l'Africa Inland Church, interrogé à Nairobi. Si le gouvernement ne fait rien, je ne sais pas ce qui va se passer. Pour l'instant, les chrétiens n'osent plus aller dans ces régions ciblées par les shebab de Somalie, mais il ne faudrait pas que cela continue. » Il y a plus de 82 % de chrétiens au Kenya. L'islam, pratiqué par près de 11 % de fidèles, est la deuxième religion du pays. Le Kenya est en proie depuis quatre ans à des attaques de plus en plus violentes de la part des shebab. « Il n'y avait pas de problèmes entre les deux religions, insiste le prélat, jamais. Les deux communautés ont toujours cohabité sans histoire. Ce sont les shebab de Somalie qui veulent casser cette cohabitation, afin de nous diviser. »

L'église de l'évêque Silas Yego, qui se trouve dans la région voisine de Mandera, avait subi une première attaque des shebab en juillet 2012. « Dix-sept personnes avaient été tuées et les chrétiens ont commencé à vraiment s'inquiéter. » Au cours de la même période, des hommes armés et masqués avaient aussi investi des églises anglicanes et catholiques de la région où se trouve l'université de Garissa. « Il ne fait aucun doute que ce sont les

chrétiens qui sont expressément visés », conclut-il.

Julius Kalu, l'évêque anglican de Mombasa, ne dit pas autre chose. « Les terroristes veulent diviser le Kenya en factions religieuses mais nous devons résister. Les forces de l'ordre ne doivent pas se décourager. Il faut qu'elles continuent à sécuriser le pays dans un élan de patriotisme commun. » Vendredi, l'archevêque de l'Église catholique romaine de Nairobi, John Njue, qui célébrait le début des fêtes pascales, a cité les étudiants décédés et interpellé les vivants. « Cette nouvelle tragédie est un immense défi pour notre pays. »

En janvier déjà, onze morts à St Andrews

En attendant, l'Église anglicane, qui représente la deuxième congrégation de chrétiens après les catholiques, a fermé toutes ses églises, dans le comté de Mandera, à cause des dernières attaques. L'église St Andrews avait déjà

perdu onze de ses membres en novembre et décembre dernier après une attaque des shebab. Et bon nombre de survivants ont fui la région, avec la ferme intention de ne plus y revenir. Les enseignants chrétiens travaillant dans

le nord du Kenya ont également pris la fuite, en raison des attaques terroristes récurrentes. Les fonctionnaires de la région de confes-



Près de Nairobi, des chrétiens célèbrent le Vendredi saint lors d'une procession. GORAN TOMASEVIC/REUTERS

sion chrétienne ne veulent pas davantage rester.

Cette attaque fera sans doute date dans les annales du terrorisme kényan. Elle a été menée de façon aussi brutale que celle conduite au centre commercial de West Gate, à Nairobi, en 2013. Avec une détermination et un sang-froid quasi militaires. Après avoir pris en otages quelque 400 étudiants jeudi sur le campus de Garissa, les shebab ont fait le tri entre chrétiens et musulmans. Une survivante, Helen Titus, qui pour échapper aux terroristes s'était réfugiée dans la piscine du campus, au milieu des corps de ses camarades morts, a raconté dans un journal local que les shebab ciblaient spécifiquement les chrétiens. « Ils connaissaient

parfaitement le campus parce qu'ils se sont rendus directement dans un bâtiment où des étudiants chrétiens étaient en train de prier. Ils se sont moqués du week-end de Pâques et ils les ont tués. Ils ont séparé les hommes et les femmes en disant que le Coran leur interdisait de les massacrer, mais c'était faux, parce qu'ils ont quand même abattu les chrétiennes. »

« Instaurer une nouvelle ère de fraternité, de justice et de paix »

Au Vatican, on s'irrite du fait que la multiplication des persécutions de chrétiens ne soit pas plus dénoncée, y compris par les autorités occidentales et musulmanes (lire aussi p. 17). Lors de la commémoration de la passion du Christ

vendredi, le pape François a haussé le ton contre le « silence complice » et « l'indifférence » devant la « furie djihadiste » qui frappe les chrétiens et qui vient encore de se déchaîner au Kenya. Dans un télégramme de condoléances envoyé au président kényan, le souverain pontife a expressément demandé aux autorités du pays d'enrayer ces attaques meurtrières et « de se hâter d'instaurer une nouvelle ère de fraternité, de justice et de paix ». Ce qui n'est pas du tout au programme des shebab, qui hier ont de nouveau menacé le Kenya d'une « longue et épouvantable guerre ». « Le sang va couler à flots dans les villes du Kenya », ont-ils promis au peuple kényan.

(AVEC LUCAS BARROSO À NAIROBI)

Un pas de plus, en attendant Obama à La Havane

CUBA/ÉTATS-UNIS Fidel Castro est apparu hier en public pour la première fois depuis quatorze mois. Vendredi, c'est son frère Raúl qui rencontrera le président américain au sommet des Amériques au Panama

NEW YORK (ÉTATS-UNIS)
CORRESPONDANCE
MAXIME ROBIN

Cette année, Cuba est conviée à la fête : une première depuis la création en 1994 du sommet des Amériques, qui rassemble les 34 chefs d'État du continent. Il n'est pas encore certain que les deux présidents se serreront simplement la main pour la photo – ils l'ont déjà fait lors des funérailles de Mandela – ou s'ils tiendront de véritables pourparlers pour progresser dans la normalisation de leurs rapports, préalable à la levée de l'interminable embargo américain. Cette décision incombe, dans tous les cas, au Congrès à Washington. Un geste fort qui permettrait peut-être à Obama de se rendre à Cuba.

« Il y a tellement de secrets autour de ce rapprochement qu'il pourrait y avoir des surprises lors du sommet », devine Juan Carlos Hidalgo, analyste des politiques publiques latino-américaines au Cato Institute,



Le 10 décembre 2013, à Johannesburg (Afrique du Sud), Barack Obama serre la main de Raúl Castro, lors de l'hommage rendu à Nelson Mandela. XAI PFAFFENBACH/REUTERS

un think tank républicain. « On peut s'attendre à une annonce de rétablissement des liens diplomatiques et à la réouverture d'ambassades. » En coulisses, les tractations sont intenses. Cuba a toujours insisté : le dialogue ne sera possible que si Washington raye son nom de la liste noire des pays soutenant le terrorisme. Pour prendre cette décision, Obama doit en référer au Congrès quatre-vingt-dix jours à l'avance : ce ne sera pas le cas lors du sommet. Castro pour-

rait aussi employer une rhétorique dure à l'encontre d'Obama, du fait des tensions diplomatiques actuelles entre les États-Unis et le Venezuela.

Le Venezuela au cœur des enjeux

Car le Venezuela, de loin le plus grand soutien économique de Cuba, est aujourd'hui au bord de la banqueroute et n'a plus les moyens d'être aux petits soins pour son petit frère cubain. À La Havane, cette perspective ra-

vive les souvenirs de l'explosion de l'empire soviétique suivie d'une décennie de privations douloureuses. « L'économie cubaine ne décolle pas depuis des décennies, le régime a dépendu de l'aide soviétique puis des hydrocarbures vénézuéliens », confie au JDD Patrick Duddy, l'ambassadeur américain expulsé par Hugo Chávez en 2008 au prétexte d'une tentative de coup d'État fomentée par Washington. « Caracas envoyait du pétrole contre des docteurs cubains et une aide logistique. Un partenariat crucial pour Cuba. » Et aujourd'hui ? Le *Miami Herald* a récemment révélé que le Venezuela, étranglé par la chute des cours, a commencé à couper le robinet, y compris pour Cuba qui bénéficiait d'un pétrole à moitié prix. « Caracas ne peut plus se permettre de gaspiller sa principale source de revenus à l'export », résume Duddy, aujourd'hui professeur à Duke University.

Le régime cubain cherche de l'air, il le trouvera peut-être auprès du géant américain, même si la haine à son encontre cimente le régime depuis sa création. Quelques timides traités commerciaux ont été signés entre les deux pays cette année. Mais deux ennemis jurés ne deviendront

pas de cordiaux voisins en quelques jours. « L'embargo sera un jour levé, mais pas l'an prochain ni dans deux ans, tempère Michael Shifter, président de l'Inter-American Dialogue et professeur à l'université de Georgetown. C'est pour l'instant une politique des petits pas qui prévaut. » Comme la plupart des experts, Shifter considère la stratégie d'ouverture d'Obama « raisonnable » et « bienvenue ».

Au Congrès, elle rencontre moins d'opposition qu'attendu, même si ses adversaires sont très bruyants. Ted Cruz et Marco Rubio, deux sénateurs républicains d'origine cubaine en course pour la campagne présidentielle de 2016, condamnent toute concession faite au régime communiste, estimant qu'Obama envoie une bouée de sauvetage à un pouvoir aux abois : « Ils sont dans leur rôle de représentants de la vieille garde cubaine. Ils en font une affaire personnelle », note Hidalgo. Mais la majorité silencieuse du Congrès paraît en faveur du rapprochement. Notamment les représentants d'États agricoles, qui voient d'un bon œil l'ouverture d'un nouveau marché de 11 millions d'habitants, à 180 km seulement de Key West en Floride. ●